

L'avenir de la presse par l'informatique

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1978)**

Heft 459

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1027209>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Duc Serge, qui venait d'être assassiné — voir "Les Justes", d'Albert Camus.

* * *

Table ouverte du dimanche 11 juin à la télévision romande:

Problèmes actuels et futurs de notre défense nationale, avec le colonel commandant de corps Olivier Pittet.

L'homme donne l'impression de la sincérité, de l'honnêteté; par ailleurs aussi de l'intelligence et du bon sens. Heureusement surpris de l'entendre dire qu'à son avis, l'armée ne doit pas intervenir dans les affaires intérieures du pays, que ce n'est pas son rôle et qu'elle y est malhabile. Et aussi, qu'il lui paraît faux de ne vouloir se situer que dans la seule perspective d'une attaque venant de l'Est, de ne parler que du seul danger constitué par les forces du Pacte de Varsovie. Et encore qu'à ses yeux, les dépenses *sociales*, faites en vue d'élever le niveau de vie des moins favorisés, lui paraissent une part importante de la défense nationale.

Impression, chez cet homme, d'une sorte de solidarité paysanne, qui fait confiance à la destinée, aux hommes et en particulier aux jeunes — m'a-t-il semblé sans aucune pose.

Bien sûr, je ne puis partager tous ses points de vue: notamment lorsqu'il parle de la nécessité de l'exportation des armes, pour maintenir viable une industrie de l'armement propre à fournir à nos besoins. Ou s'il devait avoir raison, il me paraît qu'alors notre situation est presque sans espoir.

J.C.

RECU ET LU

L'avenir de la presse par l'informatique

"Cependant au moment où la presse écrite, face à une information radiotélévisée toute puissante, semblait sur le déclin, la mise au point de nouvelles techniques de fabrication des imprimés — photocomposition et informatique — peut permettre d'redresser la situation; si les technologies modernes exigent des inves-

tissements non négligeables, leur rentabilité est facilitée par une forte réduction des coûts de fabrication; l'introduction de l'informatique, dans le secteur de la presse comme dans d'autres, risque cependant de modifier les règles du traitement des nouvelles; c'est donc à la fois un nouveau sujet d'espoir et d'inquiétude pour la presse écrite": "Le Monde", dans sa série "dossiers et documents", publie en juin quatre pages sur la "presse quotidienne en mutation", auxquelles les quelques lignes que vous venez de lire donnent, en éditorial, un ton un peu moins défaitiste que celui habituellement à l'honneur dans les bilans sur l'avenir de la presse.

Il reste que toutes les statistiques publiées par le seul parmi des quotidiens nationaux français diffusés à plus de 250.000 exemplaires qui soit

en augmentation de tirage en 1976/1977 par rapport à 1974, toutes ces statistiques donc prouvent à l'envi un tassement de la presse écrite, tant dans le nombre des titres que dans la répartition de la "manne" publicitaire globale.

— Lorsqu'il a été engagé comme rédacteur en chef des "Berner Nachrichten", Hermann Battaglia a dû démissionner du parti socialiste parce que le rédacteur en chef de cette publication devait se situer au-dessus des partis; aujourd'hui, le nouveau rédacteur en chef de la "Berner Zeitung", le quotidien qui succèdera aux "Berner Nachrichten" et au "Berner Tagblatt" est membre du parti radical... Les paris sont ouverts: démissionnera-t-il, lui aussi, pour se placer au-dessus de la mêlée?

Les multinationales et l'ONU: des réformes urgentes

La révélation, par la Déclaration de Berne, des méthodes d'infiltration des multinationales suisses dans les organisations de l'ONU n'ayant jusqu'ici provoqué aucune remise en cause sérieuses du système, écoutons au moins la Déclaration de Berne (cf. DP 457, 458) proposer ses propres conclusions!

La toile de fond: "Un conflit d'intérêts existe entre une politique de développement solidaire qui profite aux plus pauvres dans les pays en voie de développement et les objectifs des multinationales; la pénétration croissante et incontrôlée des firmes multinationales dans le tiers monde introduit une technologie exigeant un important capital mais créant peu d'emplois, donc tout à fait inadaptée dans ces pays et ne profitant pas à de larges couches de la population; les multinationales peuvent seulement satisfaire les habitudes de consommation de la couche privilégiée des pays en voie de développement; elles y détruisent souvent à un rythme accéléré l'artisanat et le petit commerce local; par le transfert des lieux de produc-

tion, les multinationales suppriment des emplois également dans notre pays, sans en créer la contre-partie dans le tiers monde".

Et les exigences politiques découlant à tout le moins des documents publiés par la Déclaration de Berne:

1. A l'avenir, les délégations commerciales du Département de l'économie publique auprès des Nations Unies doivent être composées de façon paritaire de représentants du Département politique, de façon à faire entendre également les points de vue de politique, étrangère et de politique du développement.

2. Les organisations de développement doivent être également entendues, à côté des associations économiques, lors de prises de position importantes.

3. Prévue depuis des années, la réforme du droit des actions, qui doit comprendre notamment un contrôle des sociétés multinationales, doit être entreprise sans retard.

4. L'intégration de lobby d'organisations multinationales dans l'administration de l'ONU doit être évitée car, pour des raisons politiques évidentes, l'indépendance de l'administration de l'ONU est nécessaire à la sauvegarde d'un contre-poids international agissant".